



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 346 - 12 janvier 2018

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Blog : <http://marchemondialesdesfemmesfrance.org/>

Facebook : www.facebook.com/marchemondialesdesfemmes2015

Ce Courrier de la MMF est dédié à notre amie disparue Maudy Piot, créatrice et responsable de l'association «Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir». Infatigable défenseuse des droits des femmes handicapées, elle nous alertait et parfois s'énervait, souvent à juste titre, quand on les oubliait dans nos revendications ou nos actions ; une être humaine qui nous parlait et nous écoutait, avec enthousiasme et patience.

Nous ne t'oublierons pas, Maudy, et espérons être dignes de toi et toujours vigilantes avec ce que tu nous as appris. Merci pour tout.

SOMMAIRE

- 1 - Pétition : Maroc : « Libération immédiate de Hind El Achab - Fondation des Femmes
- 2 - L'Islande met en place l'obligation d'égalité salariale entre les hommes et les femmes - Olivier Sancerre - Journaldeconomie.fr - Page 2
- 3 - «Time's Up»: les femmes d'Hollywood sur tous les fronts contre le harcèlement sexuel - Libération - Page 3
- 4 - Tribune : Des femmes libèrent une autre parole - Catherine Deneuve and Co - Page 4
- 5 - Les porcs et leurs alliés ont raison de s'inquiéter - Tribune initiée par des militantes du Groupe F, groupe d'actions contre les violences. - Page 5
- 6 - Les féministes peuvent-elles parler ? - Texte collectif- Page 6
- 7 - Tribune pour une «liberté d'importuner»: «A chaque fois qu'il y a une révolution féministe, on crie "danger"» - Geneviève Fraisse - Page 9
- 8 - Agressions, harcèlement, "Et si assumer d'être victime pouvait être libérateur ? - Pauline Arrighi, militante féministe et 100 militantes, artistes, étudiantes, enseignantes... - Page 10
- 9 - La tribune signée par Deneuve est « l'expression d'un antiféminisme » - Christine Bard
- 10 - « Chères Catherines » : notre réponse à la tribune du Monde » - Fiona Schmidt - <http://cheekmagazine.fr/> - Page 13
- 11 - Féminicides conjugaux : au delà du fait divers, un fait social - Titiou Lecoq - Liberation.fr
- 12 - #MeToo: comment poursuivre "l'effet Weinstein" en 2018, après la libération de la parole des femmes ? - Mariene Lebreton - huffingtonpost.fr- Page 15
- 13 - Nous voulons être importunées sexuellement - Annette Levy-Willard - Libération.fr
- 14 - La GPA consacre l'inégalité entre les hommes et les femmes - Ana-Luana Stoicescu-Deram
- 15 - Le refus de faire la bise d'une maire iséroise a ouvert le débat sur un usage que beaucoup de femmes trouvent pesant - SudOuest.fr - Page 21
- 16 - Violences faites aux femmes : adhérer ne suffit pas à devenir féministe - L'Humanité - Pierre Duquesne - Page 22

- 17 - Hommage à Simone de Beauvoir, femme de lettres engagée, militante féministe, auteure du Deuxième Sexe - Coordination française Lobby européen des femmes - Page 23
- 18 - Le travail de nuit favorise le cancer chez les femmes - lemonde.fr- Page 24
- 19 - Cafémiste : Corps et société : Sois belle et tais toi » s'est il mué en « Sois libre et tais toi ?- Valence - 12 janvier - Page 24
- 20 - Fête en solidarité avec les lesbiennes réfugiées - Toulouse - 13 janvier
- 21 - Projection de « Girasoles de Nicaragua » de Florence Jaugey - 18 janvier Paris - Centre Simone de Beauvoir - Page 25
- 22 - Prochain Cafémiste au Cause Toujours - 2 février - Valence - Page 5
- 23 - Livre : « Manuel de grammaire non sexiste et inclusive, le masculin ne l'emporte pas » - Michaël Lessard, Suzanne Zaccour - Page 25
- 24 - Livre : Une traversée du Siècle, Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale - Françoise Thébaud - Page 26
- 25 - Livre : Marie et Bronia, le pacte des sœurs - Natacha Henry - Page 26
-

SOLIDARITÉ

1 - Pétition : Maroc : « Libération immédiate de Hind El Achab - Fondation des Femmes Madame Hind El Achabi, femme d'affaires marocaine, a été condamnée à deux ans de prison sur plainte de son ex-mari, l'actuel ambassadeur du Koweït en Autriche, Mr Sadiq Marafi. Elle purge actuellement et depuis 16 mois une peine au sein de la prison Al-Arjet de Salé au Maroc. Après avoir divorcée, elle avait refait sa vie et fondé un foyer, se remariant avec un homme d'affaires avec lequel elle a eu deux enfants.

Dix jours après avoir donné naissance à sa dernière fille, Hind El Achabi était interpellée au Maroc, jugée et condamnée sur plainte de son ex-mari qui contestait - 19 mois après - la réalité du divorce et considérait ce remariage comme «adultérien». Alors que le délit d'adultère a été abrogé dans la grande majorité des Etats de droit, au nom de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la protection de la vie privée et de l'intérêt des enfants, le code pénal marocain autorise le «conjoint offensé», en général le mari, à déposer plainte contre son épouse.

La Fondation des Femmes exprime sa plus vive préoccupation quant aux circonstances qui ont pu conduire à l'arrestation et l'emprisonnement d'une femme, jeune mère de surcroît, pour un tel motif. La Fondation des Femmes exprime son entier soutien à Hind El Achabi et réclame aux autorités marocaines sa libération immédiate.

J'agis pour Hind El Achabi et signe la pétition : https://www.change.org/p/autorit%C3%A9s-marocaine-lib%C3%A9ration-imm%C3%A9diate-de-hind-el-achabi-emprisonn%C3%A9e-au-maroc-pour-adult%C3%A8re?utm_source=Communication+Fondation+des+Femmes&utm_campaign=749f0679cd-EMAIL_CAMPAIGN_2017_03_03&utm_medium=email&utm_term=0_732ea6d8c6-749f0679cd-92782885

INTERNATIONAL

2 - L'Islande met en place l'obligation d'égalité salariale entre les hommes et les femmes - Olivier Sancerre - Journaldeconomie.fr

Depuis le début de l'année, les entreprises installées en Islande ont pour obligation légale de rémunérer les salariées femme au même niveau que leurs homologues masculins. La loi a été votée l'an dernier au parlement islandais par la majorité et par l'opposition : autant dire que le pays tout entier soutient le texte, mis en œuvre le 1er janvier de cette année. La loi a pour

ambition d'éliminer complètement les disparités salariales entre les hommes et les femmes à l'horizon 2020.

La loi s'applique à toutes les entreprises de plus de 25 salariés. Celles qui joueront le jeu et qui paieront de manière égale leurs salariés femme et homme recevront un certificat signé du gouvernement. Celles qui ne respecteront pas la nouvelle législation s'exposeront à des pénalités financières inscrites dans la loi. Sans oublier la publicité négative que le non-respect du texte ne manquera pas de susciter dans le pays...

L'Islande, petit pays de 300 000 habitants, est en pointe pour ce qui concerne l'égalité entre les hommes et les femmes. Depuis 2008, l'île est aux avant-postes du classement du Forum économique mondial sur le sujet, et la dernière initiative en date ne devrait lui faire perdre aucune place, bien au contraire. Les résultats de cette nouvelle loi seront sans doute scrutés de près par tous ceux qui se battent ailleurs dans le monde pour imposer la parité salariale.

3 - «Time's Up»: les femmes d'Hollywood sur tous les fronts contre le harcèlement sexuel - Libération

Dans une lettre ouverte publiée dans le *New York Times*, plus de 300 actrices ou femmes scénaristes, metteuses en scène et autres personnalités du cinéma passent à l'action. Ces femmes ont lancé le lundi 1^{er} janvier une initiative pour lutter concrètement contre le harcèlement sexuel, aussi bien à Hollywood que dans d'autres métiers aux Etats-Unis.

Une démarche décidée après une année marquée par une avalanche d'accusations d'agressions sexuelles dans le sillage de l'affaire Weinstein. Un mouvement qui a provoqué la chute de personnages influents dans le monde du spectacle, des médias et de la politique, et a conduit entreprises et administrations à revoir leurs réglementations anti-harcèlement.

Ainsi, Le #metoo se structure et se dote de moyens financiers. Le fonds Time's Up a déjà recueilli plus de 13 des 15 millions de dollars (10,8 sur 12,4 millions d'euros) que ses initiatrices s'étaient fixées comme objectif. Le fonds est destiné à financer un soutien légal aux femmes victimes de harcèlement sexuel au travail et qui n'ont pas les moyens de se défendre. «Souvent, le harcèlement persiste parce que les harceleurs ne payent jamais les conséquences de leurs actes», explique le groupe dans une «lettre de solidarité».

Cette lettre, qui commence par «Chères sœurs», et se termine par «solidairement», a été publiée sur une pleine page dans le *New York Times* et dans le journal en langue espagnole *la Opinion*. Elle compte notamment parmi ses signataires les actrices Cate Blanchett, Ashley Judd, Natalie Portman et Meryl Streep, la présidente de Universal Pictures, Donna Langley, mais aussi l'écrivaine féministe Gloria Steinem, l'avocate et ex-chef de cabinet de Michelle Obama, Tina Tchen, et la coprésidente de la Fondation Nike Maria Eitel.

Le troisième paragraphe du courrier apporte son soutien « à toutes les femmes employées dans l'agriculture qui ont dû repousser des avances sexuelles non désirées de la part de leur employeur, à toutes les femmes de ménage qui ont tenté d'échapper à un client agressif, à toutes les concierges prises au piège la nuit dans un immeuble où sévit un responsable devenu prédateur, à toutes les serveuses palpées par un client et à qui on demande de répondre par un sourire, à toutes les travailleuses dans les usines à qui on échange des heures contre des actes sexuels, à toutes les employées de maison ou aides à domicile qui se sont fait toucher par un patient, à toutes les immigrées sans papiers poussées au silence par la peur d'être dénoncées, et à toutes les femmes dans tous les domaines professionnels qui sont objet d'indignité et de comportements agressifs, qu'elles sont obligées de tolérer pour continuer à gagner leur vie. Nous sommes avec vous. Nous vous soutenons ».

Rendez-vous le 7 janvier aux Golden Globes : Le projet vise principalement celles dont les emplois mal payés ne leur permettent pas de se défendre. « Nous incitons vivement les médias qui couvrent les révélations de personnalités d'Hollywood à consacrer autant de temps à la myriade d'expériences vécues par des personnes employées dans des secteurs moins glamour et valorisés », réclame le mouvement. « Nous nous engageons également à continuer à pousser pour de réels changements dans notre propre domaine, afin de faire de l'industrie du show-business un endroit sûr », ajoute la lettre. L'organisation appelle également les femmes qui participeront à la soirée des Golden Globes dimanche 7 janvier à porter du noir, en signe de protestation contre le sexisme.

TEXTES

4 - Tribune : Des femmes libèrent une autre parole - Catherine Deneuve and Co

Le viol est un crime. Mais la drague insistante ou maladroite n'est pas un délit, ni la galanterie une agression machiste. À la suite de l'affaire Weinstein, a eu lieu une légitime prise de conscience des violences sexuelles exercées sur les femmes, notamment dans le cadre professionnel où certains hommes abusent de leur pouvoir. Elle était nécessaire. Mais cette libération de la parole se retourne aujourd'hui en son contraire : on nous intime de parler comme il faut, de taire ce qui fâche et celles qui refusent de se plier à de telles injonctions sont regardées comme des traîtresses, des complices ! Or, c'est là le propre du puritanisme que d'emprunter, au nom d'un prétendu bien général, les arguments de la protection des femmes et de leur émancipation pour mieux les enchaîner à un statut d'éternelles victimes, de pauvres petites choses sous l'emprise de phalocrates démons, comme au bon vieux temps de la sorcellerie. De fait, #metoo a entraîné dans la presse et sur les réseaux sociaux une campagne de délation et de mise en accusation publique d'individus qui, sans qu'on leur laisse la possibilité ni de répondre ni de se défendre, ont été mis exactement sur le même plan que des agresseurs sexuels. Cette justice expéditive a déjà ses victimes, des hommes sanctionnés dans l'exercice de leur métier, contraints à la démission, etc., alors qu'ils n'ont eu pour seul tort que d'avoir touché un genou, tenté de voler un baiser, parlé de choses « intimes » lors d'un dîner professionnel ou d'avoir envoyé des messages à connotation sexuelle à une femme chez qui l'attirance n'était pas réciproque. Cette fièvre à envoyer les « porcs » à l'abattoir, loin d'aider les femmes à s'autonomiser, sert en réalité les intérêts des ennemis de la liberté sexuelle, des extrémistes religieux, des pires réactionnaires et de ceux qui estiment, au nom d'une conception substantielle du bien et de la morale victorienne qui va avec, que les femmes sont des êtres « à part », des enfants à visage d'adulte, réclamant d'être protégées. En face, les hommes sont sommés de battre leur coulpe et de dénicher, au fin fond de leur conscience rétrospective, un « comportement déplacé » qu'ils auraient pu avoir voici dix, vingt, ou trente ans, et dont ils devraient se repentir. La confession publique, l'incursion de procureurs autoproclamés dans la sphère privée, voilà qui installe comme un climat de société totalitaire. La vague purificatoire ne semble connaître aucune limite. Là, on censure un nu d'Egon Schiele sur une affiche ; ici, on appelle au retrait d'un tableau de Balthus d'un musée au motif qu'il serait une apologie de la pédophilie ; dans la confusion de l'homme et de l'œuvre, on demande l'interdiction de la rétrospective Roman Polanski à la Cinémathèque et on obtient le report de celle consacrée à Jean-Claude Brisseau. Une universitaire juge le film *Blow Up* de Michelangelo Antonioni « misogynne » et « inacceptable ». À la lumière de ce révisionnisme, John Ford (*La Prisonnière du désert*), et même Nicolas Poussin (*L'Enlèvement des Sabines*) n'en mènent pas large. Déjà, des éditeurs demandent à certaines d'entre nous de rendre nos

personnages masculins moins «sexistes», de parler de sexualité et d'amour avec moins de démesure ou encore de faire en sorte que les « traumatismes subis par les personnages féminins » soient rendus plus évidents ! Au bord du ridicule, un projet de loi en Suède veut imposer un consentement explicitement notifié à tout candidat à un rapport sexuel ! Encore un effort et deux adultes qui auront envie de coucher ensemble devront au préalable cocher via une «Appli» de leur téléphone portable un document dans lequel les pratiques qu'ils acceptent et celles qu'ils refusent seront dûment listées.

Ruwen Ogien défendait une liberté d'offenser indispensable à la création artistique. De la même manière, nous défendons une liberté d'importuner, indispensable à la liberté sexuelle. Nous sommes aujourd'hui suffisamment averties pour admettre que la pulsion sexuelle est par nature offensive et sauvage, mais nous sommes aussi suffisamment clairvoyantes pour ne pas confondre drague maladroite et agression sexuelle. Surtout, nous sommes conscientes que la personne humaine n'est pas monolithe : une femme peut, dans la même journée, diriger une équipe professionnelle et jouir d'être l'objet sexuel d'un homme, sans être une « salope » ni une vile complice du patriarcat. Elle peut veiller à ce que son salaire soit égal à celui d'un homme, mais ne pas se sentir traumatisée à jamais par un frotteur dans le métro, même si cela est considéré comme un délit. Elle peut même l'envisager comme l'expression d'une grande misère sexuelle voire comme un non-événement.

En tant que femmes, nous ne nous reconnaissons pas dans ce féminisme qui, au-delà de la dénonciation des abus de pouvoir, prend le visage d'une haine des hommes et de la sexualité. Nous pensons que la liberté de dire non à une proposition sexuelle ne va pas sans la liberté d'importuner. Et nous considérons qu'il faut savoir répondre à cette liberté d'importuner autrement qu'en s'enfermant dans le rôle de la proie. Pour celles d'entre nous qui ont choisi d'avoir des enfants, nous estimons qu'il est plus judicieux d'élever nos filles de sorte qu'elles soient suffisamment informées et conscientes pour pouvoir vivre pleinement leur vie sans se laisser intimider ni culpabiliser. Les accidents qui peuvent toucher le corps d'une femme n'atteignent pas nécessairement sa dignité et ne doivent pas, si durs soient-ils parfois, nécessairement faire d'elle une victime perpétuelle. Car nous ne sommes pas réductibles à notre corps. Notre liberté intérieure est inviolable. Et cette liberté que nous chérissons ne va pas sans risques ni sans responsabilités.

5 - Les porcs et leurs alliés ont raison de s'inquiéter - Tribune initiée par des militantes du Groupe F, groupe d'actions contre les violences.

Ce 9 janvier, nous avons eu droit à un « #Metoo, c'était bien, mais... ». Pas vraiment de nouveauté dans les arguments employés. On retrouve ces derniers dans le texte publié dans *Le Monde*, comme au boulot, autour de la machine à café, ou dans les repas de famille. Cette tribune, c'est un peu le collègue gênant, ou l'oncle fatigant, qui ne comprend pas ce qui est en train de se passer.

« *On risquerait d'aller trop loin* ». Dès que l'égalité avance, même d'un demi-millimètre, de bonnes âmes nous alertent immédiatement sur le fait qu'on risquerait de tomber dans l'excès. L'excès, nous sommes en plein dedans. C'est celui du monde dans lequel nous vivons. En France, chaque jour, des centaines de milliers de femmes sont victimes de harcèlement. Des dizaines de milliers d'agressions sexuelles. Et des centaines de viols. Chaque jour. La caricature, elle est là.

« *On peut plus rien dire* ». Comme si le fait que notre société tolérât - un peu - moins qu'avant les propos sexistes comme les propos racistes ou homophobes était un problème. « *Mince, c'était franchement mieux quand on pouvait traiter les femmes de salopes tranquilles, hein ?* ».

Non. C'était moins bien. Le langage a une influence sur les comportements humains : accepter des insultes envers les femmes, c'est de fait autoriser les violences. La maîtrise de notre langage est le signe que notre société progresse.

« *C'est du puritanisme* ». Faire passer les féministes pour des coincées, voire des mal-baisées : l'originalité des signataires de la tribune est... déconcertante. Les violences pèsent sur les femmes. Toutes. Elles pèsent sur nos esprits, nos corps, nos plaisirs et sur nos sexualités. Comment imaginer un seul instant une société libérée, dans laquelle les femmes disposent librement et pleinement de leur corps et de leurs sexualités, lorsque plus d'une sur deux déclare avoir déjà subi des violences sexuelles ? (1)

« *On peut plus draguer* » : Les signataires de la tribune mélangent délibérément un rapport de séduction, basé sur le respect et le plaisir, avec une violence. Tout mélanger, c'est bien pratique. Cela permet de tout mettre dans le même sac. Au fond, si le harcèlement ou l'agression sont de "la drague lourde", c'est que c'est pas si grave. Les signataires se trompent. Ce n'est pas une différence de degré entre la drague et le harcèlement mais une différence de nature. Les violences ne sont pas de la "séduction augmentée". D'un côté, on considère l'autre comme son égal.e, en respectant ses désirs, quels qu'ils soient. De l'autre, comme un objet à disposition, sans faire aucun cas de ses propres souhaits ni de son consentement.

« *C'est de la responsabilité des femmes* » : Les signataires de la tribune parlent de l'éducation à donner aux petites filles pour qu'elles ne se laissent pas intimider. Les femmes sont donc désignées comme responsables de ne pas être agressées. Quand est-ce qu'on posera la question de la responsabilité des hommes de ne pas violer ou agresser ?

Les femmes sont des êtres humains. Comme les autres. Nous avons droit au respect. Nous avons le droit fondamental de ne pas être insultées, sifflées, agressées, violées. Nous avons le droit fondamental de vivre nos vies en sécurité. En France, aux Etats-Unis, au Sénégal, en Thaïlande ou au Brésil : ce n'est aujourd'hui pas le cas. Nulle part.

Les signataires sont pour la plupart des récidivistes en matière de défense de pédocriminels ou d'apologie du viol. Elles utilisent une nouvelle fois leur visibilité médiatique pour banaliser les violences sexuelles. Elles méprisent de fait les millions de femmes qui subissent ou ont subi ces violences.

Beaucoup d'entre elles sont souvent promptes à dénoncer le sexisme quand il émane des hommes des quartiers populaires. Mais la main au cul, quand elle est exercée par des hommes de leur milieu, relève selon elles du «droit d'importuner». Cette drôle d'ambivalence permettra d'apprécier leur attachement au féminisme dont elles se réclament.

Avec ce texte, elles essayent de refermer la chape de plomb que nous avons commencé à soulever. Elles n'y arriveront pas. Nous sommes des victimes de violences. Nous n'avons pas honte. Nous sommes debout. Fortes. Enthousiastes. Déterminées. Nous allons en finir avec les violences sexistes et sexuelles.

Les porcs et leurs alliés.e.s s'inquiètent ? C'est normal. Leur vieux monde est en train de disparaître. Très lentement - trop lentement - mais inexorablement. Quelques réminiscences poussiéreuses n'y changeront rien, même publiées dans Le Monde.

6 - Les féministes peuvent-elles parler ? - Texte collectif

À l'heure où Oprah Winfrey affirme aux États-Unis, lors des Golden Globes, « Nous avons tou.te.s vécu dans un monde brisé par des hommes puissants et brutaux... [...] Mais leur temps est révolu. Leur temps est révolu ! », au même moment, en France, une tribune publiée dans Le Monde par des femmes majoritairement blanches et bourgeoises (qui n'emploient pas

l'écriture inclusive) vient au secours de ces hommes puissants, revendiquant leur "droit à importuner" les femmes. Elles nous informent que, de toute façon, « les accidents qui peuvent toucher le corps d'une femme n'atteignent pas nécessairement sa dignité ». Et que « le viol est un crime. Mais... ». Mais quoi ? « La drague insistante ou maladroite n'est pas un délit, ni la galanterie une agression machiste. »

Harvey Weinstein n'est pas, que nous sachions, un homme maladroit et timide, un peu gauche, incapable d'exprimer ses sentiments, placé dans un état de grande vulnérabilité face aux femmes et qui aurait alors fait quelques tentatives malencontreuses pour leur exprimer son désir. Mais, vraisemblablement, les rapports de pouvoir ainsi que les contextes politique, historique et économique qui les produisent n'intéressent pas les tenants d'une « liberté d'importuner » qui se tiennent drapées dans le voile bien blanc de leur expérience toute personnelle.

Or, sous couvert d'alerter sur une confusion entre harcèlement, viol et séduction, leur texte la produit en fait directement. Le procédé avait déjà été mobilisé au moment de l'Affaire DSK pour dénoncer les dérives d'un puritanisme rampant qui voudrait abolir ce qui passait alors pour un « doux commerce des sexes ». Une telle inquiétude était déjà pour le moins préoccupante au sujet d'une accusation pour violence sexuelle. Elle est aujourd'hui d'autant plus alarmante qu'elle contribue à disqualifier la parole de millions de femmes de toutes origines sociales qui choisissent de témoigner après un silence trop long et partagent leurs expériences avec les outils dont elles disposent : les réseaux sociaux. Ainsi, en se présentant comme un appel à la vigilance et une entreprise de libération morale, cette tribune ne concourt qu'à une chose : réaffirmer le pouvoir des dominants en sonnante un rappel à l'ordre conservateur.

De même, convoquer le spectre de la censure au moment où ce qui était tu s'énonce et s'explique est une stratégie d'inversion de la violence : les victimes seraient donc, aux yeux des 100, les bourreaux.

Les signataires de la tribune du Monde ont-elles seulement lu ce qu'elles qualifient de campagne de « délation » ou encore, sans craindre l'excès, de « vague purificatoire » ? Ont-elles seulement pris la peine d'écouter ce que ces femmes ont vécu ? Dans tous les témoignages parus aux États-Unis, en France et ailleurs suite à l'affaire Weinstein, il est question de violence, de peur, d'effroi et de honte. Partout, ces femmes affirment ne pas confondre les rapports sexuels et la séduction consentis avec des gestes et des insultes subis.

De quel camp provient donc la confusion ? Elle agit sans doute davantage parmi celles qui croient voir dans le harcèlement une uniformisation de la « drague lourde ». Et on ne saurait imputer un tel contresens à de l'ignorance ou encore seulement à une méconnaissance de ces situations. Il y a là une volonté politique délibérée : nier la permanence des violences sexuelles et sexistes, surtout lorsque celles-ci sont le fait d'hommes de pouvoir et se perpétuent ainsi dans les milieux les plus privilégiés.

Disqualifier la légitimité de la lutte contre le harcèlement sous prétexte de vouloir sauver le plaisir d'un certain arrangement des sexes à la française consiste à sauver le confort d'un système protecteur des positions de pouvoir entre les sexes, où ces femmes ont une voix audible socialement et autorisée médiatiquement. À l'heure où des femmes de pouvoir dans les industries culturelles, la recherche et les nouvelles technologies américaines mettent leurs privilèges au service des femmes les plus précaires (travailleuses pauvres, femmes racisées, femmes en situation de handicap) en lançant la campagne "Time's Up", une centaine de leurs homologues françaises choisissent de faire front contre la justice sociale.

L'exception culturelle française n'est ici qu'un prétexte permettant de recycler l'accusation de «puritanisme», grand classique de l'anti-féminisme français dont le texte reprend tous les poncifs. Invention prétendument états-unienne, le féminisme partagerait l'un des travers principaux de cette société : son puritanisme et sa pudibonderie. Les féministes s'opposeraient alors aux hommes et à la liberté sexuelle comme des mères la vertu. Mais de quelle liberté sexuelle parle-t-on exactement ou plutôt au bénéfice de qui se fait-elle ? Qui jouit de l'impérialité du désir masculin ? Où s'expriment et se développent le désir et le plaisir des femmes ? À qui s'adresse toujours l'offense ? Qui est systématiquement importun.e ? À ces questions, pas de réponses parmi les signataires de la tribune, si ce n'est dans un cadre hétéronormé et très codifié qui laisse finalement peu de place à l'invention et à l'inversion alors même que les autrices du texte se plaignent qu'on leur intime de parler «comme il faut». Le puritanisme ne réside donc pas nécessairement là où on le croit...

Que le texte soit par ailleurs rédigé par des femmes procède aussi d'une stratégie bien connue : opposer aux féministes d'autres femmes qui, elles, ne céderaient pas à la victimisation. On retrouve ici un geste argumentatif courant qui vise à disqualifier la revendication d'égalité en laissant entendre que celles et ceux qui la portent exagèrent, vont « trop loin » ou sont « des extrémistes ». Or, ce mode de délégitimation classique des groupes minoritaires (qu'on retrouve notamment pour disqualifier les modes d'action des groupes racisés) sert principalement à détourner le regard des logiques d'inégalité qui structurent la société. Plutôt que de reconnaître que certains groupes sont l'objet de traitements inégalitaires, il fait porter le tort sur les personnes qui les subissent, les pointent, soulignent que cet état des choses est le produit d'une histoire et ouvrent ainsi la possibilité de remettre en cause le périmètre d'évidences sur lequel repose l'ordre politique et social.

Or, en témoignant sur les réseaux sociaux ces femmes ont au contraire fait un choix politique : précisément celui de sortir de l'état de victime silencieuse et isolée auquel elles étaient assignées jusqu'alors pour participer à un soulèvement collectif et international. Il y a délibérément, dans toute critique d'un ordre établi, un acte révolutionnaire et le caractère spontané des témoignages parus sur internet révèle aussi qu'il s'agit là d'un mouvement d'auto-défense.

On comprend dès lors que cette union des femmes passe pour si dangereuse qu'il faille la faire exploser, notamment en la dénigrant soit comme a-politique (il s'agit d'hystériques ou de pleurnicheuses) soit comme trop politique (elles mènent une guerre contre les hommes).

Cette méconnaissance radicale du projet féministe éclate très précisément ici. Les signataires de la tribune du Monde écrivent : « En tant que femmes, nous ne nous reconnaissons pas dans ce féminisme qui, au-delà de la dénonciation des abus de pouvoir, prend le visage d'une haine des hommes et de la sexualité. » Or, comme le rappelle la féministe noire bell hooks dans *Feminism is for Everybody* (Le Féminisme est pour tout le monde) en 2000 : « Le féminisme est un mouvement qui vise à mettre fin au sexisme, à l'exploitation sexiste et à l'oppression. [...] Cette définition [...] énonce très clairement que le mouvement n'est pas anti-mâle. Il est clair que le problème est le sexisme. »

L'appréciation du corps des femmes, sa mobilité dans l'espace public et son contrôle institutionnel sont la clef de voûte des mouvements conservateurs depuis des siècles. Encore aujourd'hui, la prétendue binarité "originelle" et "biologique" des sexes masculin et féminin est réaffirmée avec vigueur afin de reconduire un ordre de genre qui ne bouleverserait pas les acquis du patriarcat. Notre réponse est une ouverture à toutes les voix qu'on ne saurait résumer à une seule et aux points de vue qu'on ne saurait aplanir ni uniformiser. Nous avons

voulu réagir en urgence à une rhétorique réactionnaire qui nous apparaît d'autant plus dangereuse et néfaste qu'elle se targue une fois de plus de liberté.

Ouvrons la voix !

Beaucoup de signatures...

7 - Tribune pour une «liberté d'importuner»: «A chaque fois qu'il y a une révolution féministe, on crie "danger"» - Geneviève Fraisse

Ce mardi, une centaine de femmes ont signé un texte publié dans le journal *Le Monde* pour défendre la «liberté d'importuner». Elles dénoncent « une campagne de délations et de mises en accusation publiques d'individus » à travers les hashtags #MeToo et #BalanceTonPorc apparus après l'affaire Weinstein.

«Puritanisme », «haine des hommes et de la sexualité», «vague purificatoire»... Dans une tribune publiée par le journal *Le Monde* ce mardi, une centaine de femmes journalistes, actrices, universitaires ou écrivaines plaident pour une «liberté d'importuner» après la campagne « #Metoo » lancée sur les réseaux sociaux. Cosigné notamment par Catherine Deneuve, le texte interroge et divise. Pour Geneviève Fraisse, philosophe et historienne de la pensée féministe, cette tribune relève d'une « vieille ritournelle philosophique ».

Cette tribune s'inscrit-elle selon vous dans un courant féministe ou relève davantage d'une idéologie de classe ? : Leur position est de ne pas être féministes. Elles en ont le droit, il faut qu'il y ait du désaccord entre les femmes. Mais cette tribune livre une position partielle de la société : le viol comme fait divers d'un côté et la séduction de l'autre. Elles se refusent à voir que ce qui est en cause depuis trois mois, c'est un système qui consiste à dire que le corps des femmes est à la disposition des hommes.

Elles ne s'interrogent que sur les conséquences de la prise de parole qui vont selon elles tuer l'amour, le désir et ce qu'elles mettent au centre, c'est une position de critique morale. Or ce sont elles qui font de la morale. Elles disent qu'elles vont être censurées mais elles considèrent que la parole dite « libérée » va trop loin. Elles crient au danger alors que ce qui est énoncé, c'est une réalité globale de la violence. C'est comme si on ne se laissait pas aller à la curiosité de l'événement alors même qu'il est en cours.

Pourquoi selon vous, ce texte déclenche-t-il de si vives réactions ? : C'est un texte minoritaire. Elles ne le savent pas mais c'est le cas. Je suis frappée par la sensibilité des gens à cette question depuis l'éclatement du scandale Weinstein. Si cette tribune entraîne des réactions c'est parce que leur propos paraît dépassé. « Elles parlent de 'haine des hommes et de la sexualité'. Mais quand un homme abuse d'une femme, ce n'est pas de la haine du sexe ? » L'autre question à se poser est : Que protège-t-on en disant ce qu'elles disent ? Qu'est-ce qui est protégé quand on a peur ? Et de quoi a-t-on peur ? Elles parlent de « haine des hommes et de la sexualité ». Mais quand un homme abuse d'une femme sous une forme ou sous une autre, ce n'est pas de la haine du sexe, cela ?

L'émancipation de la parole des femmes et les dénonciations d'abus sexuels relèvent-elles, comme le dit la tribune, d'une forme de puritanisme ? : C'est un texte vieillissant, une ritournelle philosophique. Déjà, au lendemain de la Révolution française s'est posée la question de la perte de la séduction avec l'idée que l'égalité supprimerait l'amour et le sexe. A chaque fois qu'il y a une révolution féministe, on crie « danger ». L'opposition entre puritanisme et libertinage est un marronnier de l'idéologie française. Cela voudrait donc dire qu'il n'y a pas de vie sexuelle aux Etats-Unis ? Ce n'est pas sérieux.

En réalité ce texte relève d'une représentation idéologique, pour cacher un problème fondamental : comment fait-on pour instaurer une symétrie entre les sexes ? C'est ça qui est

intéressant. Avant de se ruer vers les conséquences de cette révolte qui interdiraient que l'on se touche, regardons ce qui est en train d'être dit : il s'agit de politique.

8 - Agressions, harcèlement, "Et si assumer d'être victime pouvait être libérateur ? -

Pauline Arrighi, militante féministe et 100 militantes, artistes, étudiantes, enseignantes...

Selon la réaction de 100 signataires inquiètes, le mouvement de dénonciation de violences sexuelles "me too" aurait créé d'"éternelles victimes" et les femmes qui ont courageusement pris la parole se sont changées de ce fait en "pauvres petites choses à protéger". Et si, au contraire, assumer le statut de victime permettait de s'en libérer et d'entamer une reconstruction ?

Dénoncer un acte de violence revient à endosser un statut de victime, en effet. En quoi ce statut est-il honteux ? Dirait-on d'une personne qui a subi un vol de portable, un piratage de carte bleue ou un cambriolage qu'elle se place en "éternelle victime" ? Oserait-on l'ironie de la formule "petite chose à protéger" à propos d'une victime d'attentat terroriste ?

Seules les femmes victimes de violences sexuelles devraient se taire, voire dans l'idéal, approuver l'acte qui les blesse. Or le mouvement "me too" l'a montré : les femmes victimes refusent de souffrir en silence. Celles qui le peuvent, et le souhaitent, ont décidé de protester et d'arrêter de subir.

C'est cela, se dire "victime". C'est refuser la violence en rappelant un interdit. C'est choisir les bons termes. "Main sur le genou", "baiser volé"... Les signataires de la tribune sur la "liberté d'importuner" peuvent bien user de formulations charmantes, la réalité reste la même : tout acte de nature sexuelle imposé par la contrainte ou la surprise est une agression sexuelle, qualifiée juridiquement comme telle. Comme ces termes sonnent mal, "agression sexuelle", avec ce "gr" qui heurte l'oreille et toutes ces vilaines connotations de peur, de douleur, d'humiliation et de choc contre l'intégrité. Ce n'était qu'un "baiser volé", dira l'agresseur sexuel, et il se prendra bientôt pour un héros romantique.

Dire "je suis victime", c'est refuser d'être abusée par les mots des agresseurs - et de leurs complices. La sexualité est la rencontre de désirs, du plaisir échangé, un bel élan vital. L'affirmer fait-il de nous des "puritaines" ?

Une agression est subie, elle nie la personne en tant que sujet et la rabaisse au rang de chose à posséder. Elle donne une sensation de vide, de dépossession de soi, elle tétanise. L'exact inverse de l'érotisme. Une victime peut également ressentir de la confusion face à l'étrangeté de la situation ou un mal-être diffus qu'elle rejettera hors de son champ de conscience. Dans tous les cas, sa dignité de sujet a été niée.

La "victime" met dans l'embarras : elle implique l'existence d'un agresseur, c'est-à-dire, sauf dans les cas d'irresponsabilité pénale qu'il faudra démontrer, d'un adulte responsable de ses actes qui fait un choix, celui d'agresser l'autre. S'il a des "pulsions", qu'il les réfrène. En tant que sujet, tout le monde en est capable.

Que personne n'essaie de nous faire croire qu'une agression est un "accident", un risque inévitable ou une simple maladresse. Seuls les agresseurs ont intérêt à nous maintenir dans la confusion entre rabaissement et plaisir, entre humiliation et excitation, entre pulsion de vie et meurtre symbolique. Chaque être humain sait reconnaître les signes de désir ou d'absence de désir chez l'autre. Chacun fait le choix d'ignorer un refus ou un silence, ou d'agir par surprise. L'agresseur est responsable de son acte, il avait le choix et il a pris la décision d'agresser. Ne faisons pas l'insulte aux hommes d'excuser leur violence.

Le mouvement "me too" a mobilisé des milliers de femmes qui avaient besoin d'exprimer leur colère et leur sentiment d'injustice. Elles ont montré que le statut de victime peut être libérateur.

La voici, la "libération sexuelle" que chacune réclame à grands cris :

- Refuser la confusion entretenue entre séduction et harcèlement ;
- Connaître la frontière entre l'érotisme et la violence, entre ce qui peut être souhaitable, agréable ou beau, et ce qui n'est jamais excusable ;
- Savoir dire "je suis victime, et voici mon agresseur" lorsque cet agresseur nous y contraint. Se libérer du sentiment de culpabilité et de la haine de soi, en être sûre : le coupable, c'est lui, il n'avait pas le droit, reconquérir sa dignité et éventuellement rétablir la justice.

Reconnaître que l'on a été victime d'un agresseur permet justement de dépasser cet état et de se réaffirmer en tant que sujet intègre, autonome et désirant.

Arrêtons de blâmer les victimes et n'ayons plus honte de l'être. Le statut de victime est la première étape nécessaire vers une reconstruction sereine et la libération.

9 - La tribune signée par Deneuve est « l'expression d'un antiféminisme » - Christine Bard

Christine Bard, historienne, spécialiste de l'histoire du féminisme et de l'antiféminisme, a coordonné le *Dictionnaire des féministes, France XVIII^e-XXI^e siècles* (PUF, 2017). Elle explique en quoi la tribune signée par l'actrice relève de l'antiféminisme, et observe que le mouvement #Metoo a transcendé les clivages qui traversent le féminisme.

la suite après cette publicité

Comment analysez-vous le propos de la tribune des 100 femmes ? : Il était prévisible que la grande prise de parole à laquelle on assiste depuis plusieurs mois pour dénoncer les violences sexuelles donne lieu à ce type de réaction. Cette tribune développe une rhétorique antiféministe. Elle reprend des arguments classiques, déjà présents au XIX^e siècle : l'accusation de censure, d'atteinte à la liberté sexuelle, de haine des hommes et de la sexualité, de victimisation des femmes, sans oublier l'accusation de totalitarisme.

La logique du propos est en apparence moins réactionnaire que celle des courants antiféministes classiques car ce qui est mis en avant, c'est la liberté. Mais cette notion est manipulée pour défendre « la liberté d'importuner » - c'est-à-dire la liberté sexuelle des hommes -, et pour minimiser, voire légitimer, les comportements machistes et violents.

Les signataires, qui ont des profils variés, ne s'affichent pas comme antiféministes. Mais qu'elles le veuillent ou non, elles s'inscrivent dans ce courant, qui ne se nomme et s'avoue d'ailleurs rarement comme tel.

La conception naturaliste de la sexualité qui se dégage du texte est également frappante, car elle est réduite à une pulsion, sauvage par essence. Les féministes considèrent au contraire que c'est la culture qui façonne nos comportements sexuels, et qu'il est donc possible d'agir sur les mentalités.

Comment s'exprime cet antiféminisme ? : La domination masculine, qui existe depuis des siècles, est de plus en plus attaquée depuis le XIX^e siècle, au nom de l'égalité des sexes. Le féminisme est un processus révolutionnaire en marche, mais fragile, qui change et changera nos sociétés de fond en comble. Il modifie par exemple la représentation que nous avons de la sexualité, nos fantasmes et nos comportements. Un changement aussi important ne peut pas faire l'unanimité. C'est une évolution nécessairement heurtée, qui provoque des réactions passionnelles.

Quand on voit la virulence des oppositions au droit des femmes à faire de la bicyclette à la fin du XIX^e siècle ou à leur droit de vote, aujourd'hui cela nous fait sourire. Dans cinquante ans, on trouvera sans doute hallucinant notre débat sur cette tribune, et le fait qu'on ait pu nier à ce point la violence faite aux femmes au quotidien.

Le fait que la tribune soit signée par des femmes vous surprend-il ? : Non, car il y a toujours eu des femmes antiféministes qui ont craint ces changements et estimé dangereuses les revendications féministes. Les résistances ne sont pas seulement dans la tête des hommes, mais aussi dans celle des femmes. C'est un travail considérable que d'essayer de comprendre nos habitus sexistes...

Le féminisme fait peur, car il bouscule les manières de penser, de vivre, de s'exprimer, et interroge les schémas « genrés » qui fabriquent nos identités. Aujourd'hui, on trouve les suffragettes britanniques admirables. Mais à l'époque, la majorité des femmes étaient hostiles à leurs manifestations. De même, en France, à la fin du XIX^e siècle, la plupart des féministes étaient encore opposées au droit de vote pour les femmes !

De son côté, la tribune des 100 femmes s'en prend à un féminisme fantasmé comme une marâtre qui empêche de jouir et va gâcher le jeu avec les hommes. Or les féministes ne sont évidemment pas contre la liberté sexuelle. D'ailleurs, sans elles, de quelle liberté sexuelle parlerait-on aujourd'hui ? C'est à elles que nous devons la contraception, la liberté d'avorter, l'éducation sexuelle, la critique de la norme hétérosexuelle, et cette révolution sexuelle d'inspiration féministe est d'ailleurs loin d'être achevée.

Vous distinguez trois vagues historiques dans le féminisme, correspondant à trois cycles de mobilisation. Avec le mouvement #MeToo, assiste-t-on à la quatrième ? : Non, nous sommes toujours dans la troisième vague, qui a commencé à la fin du XX^e siècle et a mis au premier plan les violences faites aux femmes. Elle se caractérise aussi par une diversification des luttes, à l'image de la pluralité de nos identités, et par l'usage d'Internet, qui a modifié les façons de se mobiliser et a joué un rôle crucial pour #MeToo.

La première vague, des années 1860 à 1960, s'intéressait en priorité à l'accès des femmes dans l'espace public, tandis que la deuxième, des années 1968 à la fin du XX^e siècle, a mis la sexualité et le droit à disposer de son corps au cœur de son combat. C'est aussi à ce moment-là que la parole sur le viol a commencé à se libérer.

Le féminisme n'est pas un bloc monolithique, mais regroupe des sensibilités différentes. Avez-vous observé des dissensions face au mouvement #MeToo ? : Non, justement, je ne vois pas de divergences. Les féministes ont des désaccords très profonds sur certains sujets, comme la prostitution, le voile ou encore la pornographie. Mais en ce moment, la cause des violences faites aux femmes transcende les clivages, car elle concerne tout le monde.

Quand le droit de vote a fini par être admis par toutes les féministes, il est devenu le symbole de leur unité. Dans le cas présent, défendre une culture non sexiste dans laquelle les femmes peuvent vivre en sécurité, sans être exposées à la peur des violences, est aussi un objectif fédérateur.

Que la tribune des 100 femmes puisse être lue comme l'expression d'un courant féministe signifie qu'on a une représentation du féminisme comme étant l'expression collective de femmes. Mais c'est un amalgame : ce n'est pas parce qu'on s'exprime en tant que femme qu'on a un discours féministe.

Que change le mouvement #MeToo pour le féminisme ? : Les centaines de milliers de femmes qui ont pris la parole ne sont pas toutes, loin de là, des féministes, mais leur parole a une portée féministe et légitime les luttes que mènent les militantes depuis plus de quarante ans.

Ce qui se passe aujourd'hui est la rencontre entre le féminisme, mouvement minoritaire, et cette parole innombrable. On ne mettra pas fin au sujet avec une ou deux lois de plus. Un profond changement culturel passera notamment par l'éducation. Nous ne sommes qu'au tout début de la lutte contre le sexisme et la « culture du viol ».

Cela pourrait aussi retomber : la domination masculine n'a pas été abolie parce que #MeToo a vu le jour. A chaque avancée, elle se recompose ; c'est ce que les recherches sur l'histoire des femmes et du genre ont mis en évidence. Un nouveau monde ne se construit pas en un jour, et ne peut éviter le conflit. Mais c'est le début d'un mouvement, non-violent, mais porté par une exaspération et une intensité extraordinaires.

10 - « Chères Catherines » : notre réponse à la tribune du Monde » - Fiona Schmidt -
<http://cheekmagazine.fr/>

Chères Catherines, Dans cette tribune que l'on soupçonne d'avoir été sponsorisée par un grand groupe pétrolier tant elle est inflammable, vous vous émouvez du tsunami de puritanisme qui a déferlé sur le monde sous l'impulsion de #metoo et #balancetonporc, vous vous inquiétez pour les hommes "qui n'ont eu pour seul tort que d'avoir touché un genou, tenté de voler un baiser, parlé de choses intimes lors d'un dîner professionnel ou d'avoir envoyé des messages à connotation sexuelle à une femme chez qui l'attirance n'est pas réciproque", pauvres zozos mazoutés par un féminisme censeur et sans humour qui condamne "la liberté d'importuner, indispensable à la liberté sexuelle." Vous vilipendez la radicalité et l'outrance de certaines femmes qui, après s'être laissées peloter (notamment) le genou en silence pendant des siècles, osent désormais brider la radicalité et l'outrance de certains hommes. Avec prudence et circonspection, vous parlez ainsi de "justice expéditive", de révisionnisme, d'hommes sacrifiés sur l'autel du sexuellement correct, de sorcellerie; vous tirez la sonnette d'alarme, comme on dit dans les journaux sérieux qui vous servent aujourd'hui d'estrade, contre "cette fièvre à envoyer les 'porcs' à l'abattoir (qui) loin d'aider les femmes à s'autonomiser, sert en réalité les intérêts des ennemis de la liberté sexuelle, des extrémismes religieux, des pires réactionnaires."

C'est une ardente défenseuse des libertés au sens le plus large et exhaustif du terme qui saisit l'allumette tendue -je n'ai jamais su résister aux exercices de pyrotechnie verbale auxquels on se livre désormais par médias interposés... Votre souhait de ne pas suivre le troupeau et de vous ranger du côté des porcs pose en effet plusieurs problèmes. D'abord, il (r)établit une hiérarchie des violences faites aux femmes, une échelle de Richter du féminicide comprise entre le regard appuyé et le viol, en passant par les cinquante nuances de gris que sont le sifflement dans la rue, le compliment grivois, le geste déplacé, le baiser volé, j'en passe, et des encore plus émoustillants. Il existerait donc des violences graves et d'autres pas si graves, des bébés violences et des violences adultes, des violences tolérables par rapport à celles qui sont vraiment, universellement, intolérables. Or il flotte autour de cette échelle le même parfum saumâtre qu'au-dessus de la hiérarchie des victimes aristocratiques, irréprochables, par rapport à celles qui "l'ont quand même un peu cherché, quelque part." Tant que certaines femmes se sentiront davantage menacées par d'autres femmes plutôt que par la misogynie ordinaire, on n'y arrivera pas.

Par ailleurs, votre plaidoyer en faveur de la liberté d'expression des porcs sympas, par opposition aux porcs-porcs, sorte de sangliers vraiment pas cools, pose la violence masculine et la prédation comme indispensables, inhérentes même à la sexualité. D'un côté, les chasseurs, de l'autre, les chassées, et dans ce camp, les chassées coincées et les chassées cools, qui assument ces "responsabilités" que vous évoquez dans cette dernière phrase que je

rumine encore sans pouvoir l'avalier: "Notre liberté intérieure est inviolable. Et cette liberté que nous chérissons ne va pas sans risques ni sans responsabilités." La violence masculine égale le prix à payer pour s'envoyer en l'air, si je vous suis bien. Qui disait: "réactionnaire", déjà? Enfin, votre tribune repousse l'antienne éculée du féminisme correct par rapport au féminisme insupportable et castrateur. Preuve que le féminisme moderne est toujours victime de la légende qui le précède depuis son avènement dans les années 60, légende qui oppose féministes présentables aux beaux-parents et féministes enragées, sorte de hooligans velues à cuisses et idées larges. Depuis soixante ans s'affrontent ainsi les cul serrés qui haïssent les hommes, et les féministes de centre-gauche, apprivoisées et accommodantes, qui se contentent de revendiquer poliment un salaire égal à celui du type qui leur collera une main au cul, ce qu'elles sont assez bien élevées pour prendre comme un compliment. Non, chères Catherines, la drague maladroite n'est pas un délit, pas plus qu'un sexe en érection collé contre une cuisse dans le métro n'est une manifestation de ce fameux esprit gaulois que l'on devrait décidément inscrire au patrimoine immatériel de l'Unesco avant que les #metoo l'aient exterminé. Tant que certaines femmes se sentiront davantage menacées par d'autres femmes plutôt que par la misogynie ordinaire, on n'y arrivera pas. On parviendra à jouir de cette liberté que nous appelons toutes de nos vœux le jour où l'on cessera d'établir des hiérarchies entre les idées que nous défendons chacune individuellement. La menace ne vient pas du Coop des féministes ultras, mais de la stigmatisation du combat de certaines femmes par d'autres. Kiffez regards appuyés et baisers volés, chères Catherines, mais permettez-nous d'exprimer le choix de nous y soustraire.

11 - Féminicides conjugaux : au delà du fait divers, un fait social - Titiou Lecoq - Liberation.fr

Selon une recension de «Libération», au moins 109 femmes ont été tuées par leur compagnon en 2017, souvent au moment de la séparation. Des meurtres qui touchent tous les âges et tous les milieux. En plus des victimes directes, il y a aussi toutes les autres : enfants, nouveaux conjoints...

Depuis un an, Libération recense chaque mois les femmes tuées par leur compagnon ou ex-compagnon. Pour l'année 2017, cette liste comporte 109 victimes. Mais ce chiffre seul ne veut rien dire. Lire aussi notre enquête 220 femmes : tuées par leur conjoint, ignorées par la société

En premier lieu parce qu'il risque de s'alourdir. Outre les cas qui ont pu nous échapper, par précaution, nous avons préféré ne pas intégrer les affaires pour lesquelles l'enquête n'était pas suffisamment avancée. Ainsi de la mort de Nafia, 59 ans, chanteuse. Son corps a été retrouvé démembré dans le Bois de Boulogne. Un musicien de 50 ans a été arrêté. Ils se connaissaient mais on ne dispose pas d'information supplémentaire. En septembre, en Guadeloupe, une femme de 50 ans est morte brûlée vive. Elle dormait avec son ami. Quand les secours sont arrivés, elle était encore vivante, elle leur a dit qu'il avait volontairement mis le feu au matelas. Mais l'homme plaide l'accident, un de ses mégots de cigarette aurait déclenché l'incendie. Le couple était très alcoolisé au moment des faits. La justice a remis en liberté l'homme en attendant les conclusions des techniciens.

Ce chiffre de 109 ne nous dit rien non plus des survivantes. Prenons le mois de décembre. Le 11 décembre, dans l'Aube, une femme de 25 ans, enceinte de quatre mois, a été poignardée au visage, au thorax, dans le cou et au dos par son compagnon, 24 ans. Il est toujours en fuite. La jeune femme est dans un état stationnaire. Le 15 décembre, à Nancy, une mère déposait leurs deux enfants à son ex-conjoint, il l'a poignardée à deux reprises, au bras et à la nuque, avant

de prendre la fuite. Le 16 décembre, dans l'Oise, un homme de 25 ans vient chercher par la force son ex-compagne, enceinte de lui. Il veut la ramener chez lui. En route, il arrête la voiture et la passe à tabac pendant une heure pour la faire avorter et la tuer. Il lui aurait dit «tu ne le garderas pas. Je vais le finir comme je vais te finir. Je vais t'assassiner». Elle a réussi à s'échapper. Le président du tribunal a déclaré «c'est un miracle que cet enfant ne soit pas mort». L'homme a été condamné à 18 mois de prison dont 6 fermes. Le 25 décembre, à Chevigny-Saint-Sauveur, un homme d'une trentaine d'années a poignardé au ventre son ex-conjointe de 29 ans et leur fille de 7 ans. Elles venaient chez lui pour l'ouverture des cadeaux de Noël. Il a ensuite tenté de se suicider. Elles sont dans un état critique mais elles sont vivantes.

109, ça n'évoque pas non plus les enfants. Il y a ceux qui ont été tués en même temps que leur mère - 13 qui apparaissent dans cette liste, mais rappelons que cela ne représente qu'une petite part des infanticides qui sont également souvent le fait des mères. Dans le cas spécifique des féminicides, il y a tous les enfants qui se retrouvent orphelins, ceux qui ont assisté au meurtre, ceux qui ont trouvé le corps de leur mère. 109, ça ne dit rien des ondes de choc qui entourent chacun de ces meurtres.

109, ça ne prend pas non plus en compte les autres victimes. Il y a les amants putatifs ou avérés, les nouveaux conjoints, et le reste de l'entourage. Marilyn, 44 ans, tenait une ferme et fabriquait des confitures. Elle a accueilli chez elle sa belle-fille, Clarisse qui venait de se séparer de son compagnon. L'homme a débarqué chez Marilyn et l'a tuée de trois coups de pistolet. Il s'est ensuite suicidé. Quelques jours auparavant, lors du déménagement de Clarisse, il avait déjà attaqué au hachoir un membre de la famille.

12 - #MeToo: comment poursuivre "l'effet Weinstein" en 2018, après la libération de la parole des femmes ? - Mariene Lebreton - huffingtonpost.fr

Elles ont parlé, pris la parole, brisé la loi du silence, "balancé", laissé libre cours à leur rage. En 2017, les femmes ont cessé de se taire. La gronde a commencé avec Harvey Weinstein dans l'industrie cinématographique et a continué avec vous et moi dans toutes les sphères professionnelles et privées. La prise de parole a commencé aux États-Unis et s'est poursuivi, de hashtags en témoignages, dans le monde entier.

À travers cette sordide affaire, avons-nous vécu un moment historique ? Y aura-t-il un avant et un après Weinstein ? L'annonce, ce jeudi 4 janvier, de la présidence du Festival de Cannes par Cate Blanchett semble aller en ce sens. L'actrice avait été l'une des premières à prendre position contre Harvey Weinstein. Avec d'autres actrices, elle vient de lancer un fonds de lutte contre le harcèlement. Elle s'est imposée comme une figure de proue dans cette lutte et ce choix pour Cannes est loin d'être anodin. Elle est la douzième femme à se voir confier cette présidence, quatre ans après la réalisatrice néo-zélandaise Jane Campion.

Un avant et un après Weinstein, c'est en tout cas certain pour Muriel Salmons, présidente de l'association mémoire traumatique, contactée par *Le HuffPost*. Pour cette psychiatre qui a rendu en octobre un manifeste contre l'impunité des crimes sexuels à Marlène Schiappa, "quelque chose d'historique s'est produit". "Ce combat est du même ordre que celui pour l'IVG dans les années 70. Il y aura un avant et un après Weinstein", affirme quant à elle Céline Piques, porte-parole d'Osez le féminisme, contactée par *Le HuffPost*.

Mais que s'est-il passé en cette fin d'année 2017 ? Comment expliquer que le mouvement #MeToo ait autant "pris" cette fois-ci plutôt que lorsque les Bill Cosby, DSK ou Denis Baupin faisaient les unes de l'actualité ?

Quelques signes étaient prémonitoires. La Women's March du 21 janvier 2017 en est une. Ce jour-là, des centaines de milliers de femmes ont défilé à Washington, vêtues pour bon nombre d'entre elles du symbole anti-Trump, le Pussy Hat. En France, l'affaire Baupin ou encore la prise de parole de Flavie Flament contre le photographe David Hamilton ont posé les jalons du phénomène #MeToo.

L'affaire de trop : "C'était le bon moment, le bon timing. Le message commençait à passer auprès des femmes et c'était l'affaire de trop, celle qui a définitivement montré que les violences faites aux femmes ne sont pas isolées mais systémiques et organisées", souligne Céline Piques.

Aujourd'hui, Muriel Salmona s'étonne que l'affaire vive encore des rebondissements trois mois plus tard. "Ce phénomène ne s'est pas cantonné au monde du cinéma, il a touché les sphères publique, professionnelle ou encore familiale. Toutes les violences sexuelles ont été évoquées. C'est un fidèle reflet de la réalité avec, derrière tout ça, une réelle indignation sur l'impunité des agresseurs", détaille-t-elle.

Harvey Weinstein a permis de changer les mentalités qui étaient donc... déjà en train d'évoluer. Car sinon, les femmes auraient-elles autant été écoutées? "Contrairement aux autres affaires, on a pu prendre position sans se faire railler. Ensuite, l'effet de masse a fait qu'il est devenu impossible de les traiter de menteuses", analyse la porte-parole d'Osez le féminisme. "Pendant l'affaire DSK, on a plus ou moins résumé ça à un trousseage de domestique... Aujourd'hui, personne n'a osé ça: la honte est du côté des agresseurs", résume auprès de *M, le magazine du Monde* Emmanuelle Piet, présidente du Collectif féministe contre le viol (CFCV).

Des conséquences immédiates : Les premières conséquences de cette lame de fond ne se sont pas fait attendre. Les plaintes pour violences sexuelles ont explosé en octobre : +30 % par rapport à l'année dernière. De la même manière, les associations ont vu leurs lignes téléphoniques débordées par les appels. Le 3919, numéro d'écoute national destiné aux femmes victimes de violences, a par exemple reçu 27 % d'appels de plus en octobre par rapport au mois précédent.

Ces femmes, qui ont pris la parole, ne sont plus simplement des victimes. Elles ont d'ailleurs été consacrées par le *Time* qui a fait de celles qui ont "brisé le silence" les personnalités de l'année.

Les mentalités ont aussi déjà évolué. "Avec l'affaire Weinstein, le monde comprend qu'il existe une stratégie de l'agresseur, qui profite de son pouvoir pour commettre des crimes en toute impunité", souligne Céline Piques. "On a aussi enfin compris que l'agresseur n'est pas celui que l'on croise le soir dans une ruelle sombre. Les gens ont une autre perception de la réalité des agressions."

Côté politique, des premières répercussions se sont fait ressentir. En plein torrent Weinstein, la psychiatre Muriel Salmona a avancé la date de rendu de son manifeste contre l'impunité des crimes sexuels. Dans le discours d'Emmanuel Macron à l'occasion de la journée internationale contre les violences faites aux femmes, certaines de ces mesures sont d'ailleurs évoquées : l'allongement du délai de prescription, un âge minimum de consentement légal... La pétition demandant à ce que les huit mesures du manifeste soient prises en compte par le gouvernement recueille à l'heure actuelle plus de 45.000 signatures.

Clairément, le changement est sur les rails. Mais est-on pour autant à l'abri d'un retour de bâton ? Comment s'assurer, en 2018, que ce qu'on appelle désormais "l'effet Weinstein" continue à porter ses fruits ? Que la honte ne revienne pas dans le camp des femmes aussi vite qu'elle ne l'a quitté ?

Muriel Salmons se dit en effet prudente. "Beaucoup d'informations sont passées mais il ne faut pas se reposer sur ses lauriers. Si quelque chose d'historique s'est produit, le retour de balancier peut être proportionnel". Les accusations croissantes de "délation", par exemple, ne sont pas bon signe selon elle.

Impulsion politique : C'est pourquoi elle affirme qu'il "ne faut pas lâcher la pression et agir à plusieurs niveaux". Parmi lesquels, la formation des magistrats, policiers, gendarmes. Seules 10% des femmes victimes de viol portent plainte. "Pour faire reculer ce phénomène, il faut former les personnes concernées et condamner les agresseurs", avance Céline Piques. Comme le démontre très bien cet article de Slate, la culture du viol est encore très présente dans le milieu de la justice.

Il faudrait également "diffuser plus d'informations sur l'impact des violences sur les victimes ainsi que sur les mécanismes psycho-traumatiques mais aussi mieux protéger les victimes, notamment au niveau des procédures judiciaires", détaille Muriel Salmons. Quoi qu'il en soit, une "implication politique extrêmement forte, avec des lois", est nécessaire. "Le changement des mentalités est notable, la bataille des idées avance mais sans impulsion politique, on ne va pas s'en sortir", souligne quant à elle Céline Piques.

Justement, lancé en octobre par la secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, le "Tour de France de l'égalité" devrait permettre, à travers ses 300 ateliers jusqu'au 8 mars, de récolter des idées pour lutter contre les violences faites aux femmes.

Aux Etats-Unis, un fonds anti-harcèlement sexuel, "Time's Up", a été lancé par Eva Longoria, Natalie Portman et 300 femmes d'Hollywood le 1er janvier. Avec déjà plus de 13 des 15 millions de dollars requis dès le lancement de ce projet, ce fonds devrait permettre de lutter concrètement contre le harcèlement dans l'industrie cinématographique comme dans d'autres domaines.

2018, "l'année de l'action" ? : Dans un billet publié le 29 décembre sur *Le HuffPost*, Marlène Schiappa a affirmé, aux côtés de la sénatrice Annick Billon et de la députée Marie-Pierre Rixain, que 2018 serait bel et bien "l'année de l'action" après que 2017 a été "l'année des révélations". "Nous nous engageons aujourd'hui à agir ensemble, au sein du Gouvernement, au Sénat et à l'Assemblée nationale (...) nous allons poursuivre et amplifier ces efforts, mais aussi faire des propositions innovantes en matière de sensibilisation de la société, d'éducation des jeunes générations, de sanction des agresseurs, d'accompagnement des victimes (...) nous allons contribuer activement à l'élaboration du projet de loi contre les violences sexistes et sexuelles qui sera présenté au cours de l'année 2018".

Des efforts, des propositions, un projet de loi. Il n'en faudra certainement pas moins pour que l'effet Weinstein ait des conséquences à long terme, qui, comme le soulignait quelques jours avant sa mort l'anthropologue Françoise Héritier, "peuvent être énormes. À condition de soulever non pas un coin mais l'intégralité du voile, de tirer tous les fils pour repenser la question du rapport entre les sexes, s'attaquer à ce statut de domination masculine et anéantir l'idée d'un désir masculin irrésistible. C'est un gigantesque chantier."

13 - Nous voulons être importunées sexuellement - Annette Levy-Willard - Libération.fr
Galanterie lourdingue, pincements dans le métro, et éventuellement viols, ce n'est pas grave. Nous, Vraies Françaises, on sait ce qu'est la révolution sexuelle. «Notre liberté intérieure est inviolable.» Il est trop tard pour convaincre Mariama, que son mari a jetée par la fenêtre percée de 23 coups de couteau.

Je rentre de l'étranger et je découvre, oh! soulagement, que mes compatriotes, les Vraies Françaises sont de retour et se battent... pour les hommes. Enfin ! Merci. J'ai eu peur pour

eux. Une centaine à le clamer courageusement dans *Le Monde* - «*Des femmes libèrent une autre parole*» - mardi 9 janvier, malheureusement anniversaire de la naissance de Simone de Beauvoir. Un hasard.

Oui, nous, Françaises, sommes vent debout pour défendre tous ces hommes (on ne dit pas mecs) «mis en accusation», «sanctionnés», «envoyés à l'abattoir». On a frôlé la catastrophe, on a risqué d'envoyer, à cause de ce terrible #MeToo de femmes frustrées, mal-baisées ou pas baisées du tout, des centaines de milliers d'êtres masculins dans des camps de rééducation. La Corée du Nord. Sauvés par nous Vraies Françaises libres, résistantes à l'impérialisme américain, luttant pour la juste cause des hommes. Et pour notre droit légitime à être importunées sexuellement.

Nous en France on n'est pas comme ces coincées puritaines d'Américaines, nous les Vraies Françaises savons ce qu'est le sexe. Ça commence par la bonne vieille galanterie française, oui mes chères. Là, j'ai un doute, je me demande s'il faut qu'on nous ouvre la porte (d'une chambre d'hôtel) ou qu'on nous baise la main. La galanterie c'est peut-être qu'on ne se fasse pas traiter de pouffiasse dans la rue, mais ce n'est pas dit dans le texte publié...

Nous les Françaises libres on sait passer de la galanterie au sexe, la liberté sexuelle c'est notre spécialité. Comme Catherine Deneuve qui a signé que la «liberté d'importuner est indispensable à la liberté sexuelle». Indispensable ! Et oui, même dans le métro, darling, un petit frottement n'est pas grave, tu dois comprendre que c'est l'«expression d'une grande misère sexuelle.» Allez-y, frottez, pincez, collez, dégoulinez dans le métro à 8h du mat', on fera semblant que c'est un «non-événement.» Courageuses, nous vous le répétons : «Veuillez nous importuner !», nous ne sommes pas ces frigides qui, sous prétexte d'en finir avec les agressions sexuelles, témoignent sur #MeToo parce qu'elles «haïssent les hommes et la sexualité.» #PasNous!

Ah, de la galanterie aux petits frottements on arrive au cœur (enfin façon de parler, il ne s'agit pas d'amour) de la liberté sexuelle. C'était donc cela. Le corps, bien sûr. Alors là je ne sais pas si nous autres Vraies Françaises sommes toutes d'accord. Soyons franches, nous ne rêvons pas toutes comme Catherine Millet, l'une de nos rédactrices du manifeste, de se faire massivement sodomiser sur des capots de voiture ou de performer de multiples pipes aux camionneurs du Bois de Boulogne, ce qu'elle raconte dans son autobiographie.

Alors ce terrorisme du corps des femmes, on vous explique une bonne fois pour que vous arrêtiez de vous plaindre si on vous agresse sexuellement. Ecoutez :«Les accidents qui peuvent toucher le corps d'une femme n'atteignent pas nécessairement sa dignité et ne doivent pas, si durs soient-ils parfois, nécessairement faire d'elle une victime perpétuelle. Car nous ne sommes pas réductibles à notre corps. »

On vous le dit, ce n'est pas une histoire de corps, n'écoutez pas ces imbéciles d'anthropologues qui expliquent que le contrôle du corps des femmes - et de la reproduction - a toujours été la raison de l'asservissement des femmes dans toutes les sociétés humaines. Nous les 100 Vraies Françaises on vous le signe aujourd'hui dans *Le Monde* : «Notre liberté intérieure est inviolable.» D'ailleurs, dès que nous serons sorties de notre rame de métro à peine frottées, on va l'expliquer aux Yezidis vendues comme esclaves sexuelles: «Votre liberté intérieure est inviolable.» Dommage, on ne pourra plus en convaincre Mariama, que son mari a jetée par la fenêtre percée de 23 coups de couteau, il y a une semaine à Montreuil.

Mais nous les Vraies Françaises, so charming, si libérées sexuellement, nous ne sommes pas des victimes, nous sommes cool, heureuses dans la France éternelle que nous aimons, celle de la galanterie, de charmants pincements aux fesses et de viols pas «nécessairement» traumatisants. Ne changeons rien entre les relations entre les hommes et les femmes. C'est

trop beau. Vive l'exception française.

14 - La GPA consacre l'inégalité entre les hommes et les femmes - Ana-Luana Stoicea-Deram

Les sociétés démocratiques modernes se sont bâties sur la reconnaissance de la personne: libre et égale aux autres. Tous les individus qui composent une société démocratique sont égaux en droits. Le principe de l'égalité des personnes nourrit non seulement les législations des régimes démocratiques, mais également les textes internationaux qui promeuvent les droits humains, que ce soit dans leur généralité, ou en abordant une perspective spécifique: droits des femmes, droits des enfants, droits des personnes en situation de handicap, etc. La reconnaissance de l'égalité des personnes semble être, au XXI^e siècle, un principe fondamental des États de droit, ainsi que des textes visant à garantir sur le plan international le respect des droits humains.

Jusqu'à présent, la dynamique démocratique s'est appuyée sur le principe d'égalité pour faire reconnaître les mêmes droits à toutes les personnes. Aujourd'hui, la gestation pour autrui (GPA) menace donc le fondement de notre société égalitaire. Car la GPA est à la fois la cristallisation de nombreuses inégalités préexistantes, et la consécration de la rupture du principe d'égalité.

La GPA cristallise les inégalités entre les femmes et les hommes: elle s'en nourrit, s'appuie sur ces inégalités et les prolonge. Si la GPA est rendue possible, si elle est admise, réglementée, promue dans plusieurs pays, sur plusieurs continents, c'est parce qu'elle est fondée sur l'utilisation de femmes, pour obtenir des enfants qu'elles abandonnent au profit des personnes qui ont demandé à avoir ces enfants-là (précisément, et non pas d'autres). Or, les femmes mettent au monde des enfants depuis que le monde est monde ; les femmes sont utilisées par leurs familles et leurs communautés dans des buts reproductifs depuis des millénaires ; les femmes sont effacées de la maternité et de la filiation selon le bon vouloir des hommes, depuis toujours. Aujourd'hui, celles qui deviennent mères porteuses affirment le faire volontairement, et cela paraît normal que des femmes utilisent leur capacité reproductrice à la demande, sur contrat, et surtout sans désir de maternité (les enfants ainsi nés doivent être remis à leurs commanditaires). Mais si des femmes le font, c'est en raison des inégalités entre les femmes et les hommes, qu'elles ont pleinement intégrées dans leur vision et leur raisonnement.

Dans les pays où les femmes ont les mêmes droits que les hommes, l'éducation et les pratiques sociales rendent imperceptible la domination. Telle femme américaine par exemple se compare à son mari : lui, il a ses propres revenus, que lui apporte son entreprise ; elle n'a rien, si ce n'est son corps. Alors, elle utilise son corps comme une entreprise, pour en tirer des revenus - c'est ainsi qu'elle choisit de devenir mère porteuse. Telle autre américaine dit le faire parce qu'elle aime «ça» («we definitely do it for love»), et se définit elle-même comme un fabuleux incubateur qui parle et marche («a walking, talking fabulous incubator»).

En revanche, dans les pays où l'accès des femmes aux droits et aux ressources économiques est très restreint, ce qu'elles peuvent faire (le plus immédiatement et avec le moins de risques) c'est ce qu'elles font déjà: mettre au monde des enfants. C'est le moyen à leur portée pour payer les dettes de la famille, nourrir les enfants, leur payer des études.

La matérialisation la plus évidente de la cristallisation des inégalités dans la GPA est cependant le contrat, que les promoteurs de cette pratique présentent comme garantie de la protection de toutes les parties impliquées. En réalité, les seuls protégés sont les

commanditaires. La formulation des contrats révèle le statut d'objet qui est donné à la femme et à l'enfant.

Depuis la confidentialité des informations médicales concernant la mère porteuse, en passant par son régime alimentaire (qui peut être imposé en totalité), et jusqu'à l'interdiction des soins capillaires, les commanditaires peuvent tout acheter par contrat: nombre d'embryons à implanter, réduction embryonnaire, avortement, modalité et date de l'accouchement - tout se fait uniquement selon leur volonté. Quant à l'enfant, puisque c'est l'intention des personnes commanditaires qui a impulsé la démarche de sa fabrication, quand cette intention n'existe plus, son existence même est difficile à faire reconnaître. C'est ce que prouve le sinistre exemple de l'actrice Sherri Shepherd qui, ne voulant plus de l'enfant «commandé» à une mère porteuse, l'a finalement abandonné aux soins de cette dernière qui n'avait pourtant pas les moyens de l'assumer.

Enfin, la GPA prolonge et accroît les inégalités: les mères porteuses sont mieux payées à partir de la deuxième grossesse réalisée par GPA. L'expérience paie! Dans une société où le monde du travail demande de plus en plus de créativité, de souplesse, de mobilité, et la capacité de se former tout au long de la vie, la GPA apporte aux femmes des revenus en les encourageant à utiliser leur corps et leur famille, à mettre au monde des enfants sans en avoir le désir, sans avoir l'intention ni de les revoir ni de s'en occuper. Payer plus à partir de la deuxième grossesse, c'est s'assurer que la femme (qui a déjà fait ses preuves, en remettant l'enfant une première fois) y trouve une motivation en se sentant valorisée.

La consécration de la rupture du principe d'égalité part de cette cristallisation des inégalités entre les femmes et les hommes, pour s'ouvrir sur une dimension anthropologique. La GPA consacre ainsi l'inégalité entre les êtres humains.

Premièrement, en raison du fait que certaines personnes sont censées se transformer en objets à la demande d'autres personnes. Les personnes qui se transforment en objets sont exclusivement des femmes. Quel sera le statut d'une femme qui se transforme, volontairement, en «incubateur qui marche et parle»? Comment reconnaître l'humanité commune chez quelqu'un qui se définit - parce qu'elle est encouragée à le faire - comme un objet? Et qui est encore plus fortement encouragée à réitérer cette transformation?

Deuxièmement, le principe d'égalité cessera de fonctionner pour les êtres humains en raison de leur naissance: il y aura les humains nés par contrat, désignés par les personnes qui ont payé différents services (médicaux, techniques, humains) pour les obtenir ; et il y aura les êtres humains qui seront conçus et nés sans contrat. Étant donné l'ensemble des sélections eugénistes comprises dans la démarche contractuelle (on prend en compte le QI des vendeurs de sperme et vendeuses d'ovocytes, leurs bilans de santé ainsi que celui de leurs ascendants afin d'éviter les maladies, les mensurations et autres caractéristiques physiques les concernant), il est à supposer que les êtres humains nés par contrat présenteront moins de difficultés (de santé, intellectuelles, sociales - en raison des capitaux social et culturel que leurs commanditaires sont censés posséder, comme le montrent les enquêtes qualitatives sur les parents d'enfants nés de GPA) que les autres. Même entre les personnes nées par contrat, il y aura d'emblée une inégalité, définitive, ineffaçable, celle du prix qui a été payé pour les faire naître, comme on le voit dans le témoignage de ce père de quatre enfants, qui compare les expériences des deux grossesses et les conditions de choix des mères porteuses. Pour les deux premiers jumeaux, la situation financière du couple était bonne, une mère porteuse américaine a été choisie, avec laquelle la famille garde le contact, que les enfants voient en photo, dont ils connaissent le nom. En revanche, la seconde mère porteuse a été choisie selon des critères économiques. C'est une indienne qui a porté les enfants, parce qu'elle avait

besoin d'argent ; avec elle, ni la famille ni les enfants n'ont plus aucun contact. Les prix sont présentés de manière comparative, sur deux colonnes, avec des estimations sur les avantages et les inconvénients des deux démarches (exclusivement du point de vue des parents commanditaires).

Non seulement la GPA se nourrit des inégalités entre les femmes et les hommes, en rendant les femmes corvéables à porter des enfants pour toute personne qui souhaite se les procurer de la sorte ; elle consacre aussi la fin du principe d'égalité entre les êtres humains, selon qu'ils sont conçus et nés par contrat ou non, et en fonction aussi du prix payé pour les obtenir. La GPA, c'est la fin de l'égalité.

15 - Le refus de faire la bise d'une maire iséroise a ouvert le débat sur un usage que beaucoup de femmes trouvent pesant - SudOuest.fr

La bonne résolution pour 2018 d'Aude Picard-Wolff, maire d'une petite commune de Morette (Isère), est peu conventionnelle : arrêter de faire la bise. "Le rituel de la bise me pèse et me gêne. Aujourd'hui, c'est un geste qui est devenu systématique et qui ne signifie plus rien. C'est aussi le risque de se transmettre des virus (...) surtout en période de grippe. Cela devient insupportable", confie-t-elle au Parisien.

Après être arrivée plusieurs fois en retard aux réunions ou avoir prétexté un rhume "pour ne pas avoir à faire la bise aux 73 conseillers communautaires", la maire a décidé de se libérer de cette corvée en annonçant par mail à ses collaborateurs qu'ils devraient désormais se contenter d'une poignée de main.

"Pouvoir faire comme les hommes avec les autres hommes" : En plus de limiter les risques de contagion et de gagner un temps considérable, l'élue avoue au quotidien parisien vouloir en finir avec le traitement différencié des hommes et des femmes : "Je souhaite pouvoir faire comme les hommes avec les autres hommes : serrer la main à toutes les femmes et à tous les hommes à la place des deux bises habituelles", explique-t-elle.

Si beaucoup au sein de sa commune ont trouvé "ridicule" la revendication de la maire iséroise, cette dernière avoue à Ouest-France avoir reçu "beaucoup de lettres de soutien, de courriers de femmes qui me félicitent d'avoir eu le courage de dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Une bonne partie ne souhaite pas faire la bise mais n'ose pas le dire".

Même constatation du côté de Romy Duhem-Verdière, une conceptrice web et blogueuse parisienne. Elle raconte avoir envoyé à son arrivée un mail à l'ensemble de sa boîte pour prévenir qu'elle préférerait "le salut à la japonaise, à l'indienne, le check (...) ou tout simplement la bonne vieille poignée de main qui met tout le monde à égalité". Sur son blog, les commentaires pleuvent : les femmes expriment leur malaise à devoir faire systématiquement la bise au travail, tandis que les hommes confessent ne pas toujours savoir comment saluer leurs collègues féminines.

Un geste intime parfois mal vécu : perte de temps, contagion, relents de sexisme... Combattre la bise n'est donc peut-être pas aussi futile qu'il n'y paraît. Jusqu'aux années 1970, la bise était strictement réservée aux amis ou à la famille. Malgré sa banalisation, faire la bise est donc par définition un geste intime qui impose aux femmes une proximité avec leur interlocuteur qui peut être dérangeante.

Et si c'est par le biais de la mixité, dans les écoles comme dans les entreprises, que la bise a pu s'inviter sur nos lieux de travail, ce rituel est loin d'être un usage équitablement partagé par les deux sexes. C'est aux femmes qu'incombe le plus souvent cette corvée, tandis que les hommes peuvent se contenter d'une poignée de main formelle.

"Pourquoi nous, les femmes, nous devrions nous faire la bise, alors que les hommes ne se la font pas?", interroge Aude Picard-Wolff. "C'est révélateur d'une petite inégalité entre hommes et femme", ajoute-t-elle dans *Le Parisien*, avant de rappeler que les codes sociaux, révélateurs des mœurs d'une époque, doivent évoluer avec les mentalités.

16 - Violences faites aux femmes : adhérer ne suffit pas à devenir féministe - L'Humanité - Pierre Duquesne

Aude vivait sans doute l'un de ses premiers grands rassemblements politiques. En juin 2016, elle se rend au congrès du PCF, accompagnée de deux autres jeunes adhérents du Mouvement des jeunes communistes français, l'autre nom des « JC ». Ils prolongent les débats tard le soir avec un responsable de section de Limoges âgé de 25 ans, qui les impressionne. Celui-ci invite la petite troupe à finir la soirée dans sa chambre d'hôtel. Il poursuit la discussion avec la jeune fille, tandis que ses compères, ivres, s'endorment. C'est à ce moment qu'il se jette sur elle. Elle le repousse une première fois. « Il a continué, il glissait la main sous mon pull, me caressant. Je l'ai repoussé. Il a stoppé puis recommencé », raconte la jeune femme, qui passera la nuit transie « de peur ». Son témoignage a été révélé par le journal *le Monde*, qui a publié une enquête ce week-end sur les violences sexuelles au sein des Jeunesses communistes. Un militant du PCF est visé par une plainte pour viol, déposée le 19 novembre 2017 par une doctorante qui est paniquée dès qu'elle raconte son histoire. Une autre militante raconte aussi s'être fait violer par son ex-petit-ami, un soir de Nuit debout.

« Tolérance zéro » contre les violences faites aux femmes : Après le MJS et l'Unef, qui ont connu leur lot de révélations, la parole des femmes se libère également au sein du mouvement communiste et de sa principale organisation de jeunesse. Les témoignages cités par *le Monde* ont été recueillis, dans leur grande majorité, à la suite de la vague #balancetonporc sur les réseaux sociaux. « Des comportements inacceptables se sont aussi déroulés lors de nos événements nationaux », explique à *l'Humanité* Camille Lainé, secrétaire générale des Jeunesses communistes. Elle a eu connaissance d'une dizaine d'affaires « allant de l'insulte sexiste à l'agression sexuelle, voire le viol, depuis son entrée en fonction, en mars 2016. Et il ne s'agit là, tient-elle à souligner, que des cas qui nous ont été rapportés ». « Certaines victimes ne font pas la démarche de nous en parler », confie cette jeune dirigeante, consciente de l'enjeu. Elle annonce aujourd'hui un grand débat lors du prochain Conseil national, des formations systématisées auprès des jeunes militants et l'intervention de militants du Collectif national pour le droit des femmes visant à aider les cadres du mouvement à mieux accompagner les victimes. « Certains ont pu croire que, parce qu'on se disait communistes, on était automatiquement féministes. C'est faux. Nos jeunes militants et notre organisation vivent dans une société patriarcale, et n'échappent pas à certaines contradictions. Adhérer ne suffit pas à devenir progressiste sur ces questions-là, c'est aussi à nous de mener ce travail. »

Pierre Laurent, secrétaire général du PCF, affiche la même fermeté. « Parce que nous sommes une organisation féministe, par humanité et respect pour celles qui peuvent être victimes, nous avons le devoir de mener ce combat dans nos organisations elles-mêmes. » « Face au harcèlement sexiste et sexuel, c'est tolérance zéro ! » prévient-il dans un communiqué cosigné par Laurence Cohen et Hélène Bidard, coresponsables des droits des femmes et du féminisme.

Une brochure diffusée dès le 18 novembre à tous les militants : « Maintenant que les femmes se sont exprimées, il faut que leur parole puisse être écoutée, et des mesures concrètes pour tordre le cou aux violences », insiste aussi Laurence Cohen. Le parti ne part pas de zéro. Le 18

novembre dernier, bien avant les révélations dans la presse, une brochure de prévention contre les violences faites aux femmes a été distribuée aux animatrices et animateurs de sections. Ce document, destiné à permettre à chaque militant de connaître « ses droits et à savoir ce qui n'est pas acceptable comme comportement », sera distribué « à tout-e nouvel-le adhérent-e ». « Il y a une démarche d'accompagnement des victimes à améliorer et à amplifier, dans le Parti comme au niveau national, souligne aussi Pierre Laurent. Si nous avons très vite réagi dès que ces témoignages ont été portés à notre connaissance, il est difficile de mener à bien un accompagnement juridique et psychologique nécessaire dans ce genre de situation », explique Pierre Laurent, regrettant qu'une seule agression ait donné lieu à une plainte. Raison pour laquelle une équipe de référents nationaux formés à ces problématiques sera mise en place la semaine prochaine et bénéficiera d'une adresse mail spécifique. La formation sur le droit des femmes devrait être systématisée, appuie Laurence Cohen. « On ne peut pas lutter pour une société de l'émancipation humaine si on ne met pas en avant le fait que chaque être humain doit être l'égal de l'autre. On ne peut avoir la prétention de transformer la société, y compris sur le plan social, si on ne prend pas conscience que le capitalisme et le patriarcat sont deux systèmes d'oppression qui se nourrissent mutuellement mais qui ne se confondent pas. » Or, cet aspect de l'exploitation, dans sa double dimension, beaucoup de militants « ne l'ont pas encore appréhendé »/

17 - Hommage à Simone de Beauvoir, femme de lettres engagée, militante féministe, auteure du Deuxième Sexe - Coordination française Lobby européen des femmes

Le 9 janvier 1908 naissait Simone de Beauvoir, voici cent dix ans. Ecrivaine, philosophe et compagne de Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir a lutté sa vie durant contre les injustices, les intolérances, pour les droits des femmes et la dignité humaine.

Née le 9 janvier 1908, jeune et brillante agrégée de philosophie, elle rencontre le normalien Jean-Paul Sartre, de trois ans son aîné. Après la publication de plusieurs romans, dont *L'Invitée*, *Le Sang des autres*, elle publie en 1949 *Le Deuxième Sexe* (éditions Gallimard), essai majeur du XXème siècle sur la condition des femmes dans lequel elle dénonce les injustices faites aux femmes et provoque un énorme scandale. *Le Deuxième Sexe* demeure un des essais les plus traduits dans le monde.

Vingt et un ans plus tard Simone de Beauvoir, après avoir soutenu le Planning Familial, fonde le Mouvement de Libération des Femmes en 1970. Elle participe à toutes les actions féministes qui brisent les tabous et changent la société. Grâce à son action, et à la publication du Manifeste des 343 femmes déclarant avoir avorté, la loi sur l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG), que défend Simone Veil à l'Assemblée Nationale, est enfin votée. Afin de briser les murailles du code Napoléon, Simone de Beauvoir fonde la Ligue du Droit des Femmes et participe à l'association de l'avocate Gisèle Halimi « Choisir ». Elle soutient le travail d'Yvette Roudy, alors ministre des droits des femmes de François Mitterrand.

Son activité politique ne se limite pas au féminisme. Elle lutte, avec Jean-Paul Sartre, pour l'indépendance de l'Algérie au péril de sa vie. Elle s'engage aussi dans la lutte pour la décolonisation. S'oppose à la guerre du Vietnam et participe au tribunal Russel composé d'intellectuels dénonçant les crimes américains commis en Indochine. Appuie la jeunesse de mai 1968 et sa soif de liberté. Fonde et soutient avec Sartre en 1969 le journal « Libération ». Les différents tomes de ses Mémoires restent des témoignages précieux de l'histoire des luttes sociales et politiques du XXème siècle.

En 1970, Simone de Beauvoir publie *La Vieillesse* qui brise le silence de la société sur le sort des personnes âgées. Une mort très douce, relatant la fin de vie de sa mère, est encore

aujourd'hui un brûlot. La prise en compte de la douleur physique et la dignité des derniers moments de la vie ne seraient pas sans elle devenues des préoccupations d'aujourd'hui.

Son empreinte est chaque jour plus visible. Les traductions et parutions incessantes de ses livres en témoignent. C'est en ce sens que l'on peut parler de l'actualité de Simone de Beauvoir. D'une écriture claire refusant les compromissions elle a donné un sens à l'engagement dans la cité: « Oui, on peut changer le monde » disait-elle volontiers. C'est ce qu'elle a accompli et continue d'accomplir.

En cette journée anniversaire la Coordination Française du Lobby Européen des Femmes tient à rendre hommage à la mémoire de Simone de Beauvoir et se réjouit qu'en cette année 2018 son œuvre paraîtra enfin dans La Pléiade, aux Editions Gallimard.

18 - Le travail de nuit favorise le cancer chez les femmes - lemonde.fr

Ces chercheurs, dont le cancérologue Xuelei Ma, de l'Université chinoise Sichuan à Chengdu, ont cherché à déterminer si le fait de travailler de nuit pendant de longues années pouvait accroître le risque de onze types de cancer chez les femmes. Une autre analyse a été effectuée sur les effets du travail de nuit pour six types de cancer parmi des infirmières.

Les conclusions de cette étude montrent une augmentation de 19 % du risque de cancer pour les femmes travaillant de nuit pendant plusieurs années. Ce risque est le plus grand pour le cancer de la peau (41 %), suivi par le cancer du sein (32 %) et le cancer gastro-intestinal (18 %) comparativement aux femmes n'ayant pas effectué de travail de nuit de façon durable.

Niveau d'hormones sexuelles trop élevées : Les chercheurs ont également indiqué que l'accroissement du cancer du sein n'a été constaté que chez les femmes travaillant de nuit en Amérique du Nord et en Europe. Selon eux, cela pourrait indiquer que ces femmes avaient des niveaux d'hormones sexuelles plus élevés, ce qui accroît le risque de cancer mammaire.

Dans le groupe des infirmières, celles qui travaillaient de nuit avaient un risque nettement plus grand de cancer du sein (58 %) ainsi que de cancer gastro-intestinal (35 %) et du poumon (28 %). De tous les métiers, les infirmières travaillant la nuit pendant plusieurs années sont le groupe de femmes avec le risque le plus élevé de cancer du sein. Cette fréquence accrue pourrait aussi s'expliquer par les connaissances médicales des infirmières et le fait qu'elles se soumettent plus fréquemment à des examens médicaux. Une autre explication réside dans les contraintes du travail d'infirmière, qui peut souvent être plus intense la nuit.

Les chercheurs ont déterminé que le travail nocturne augmente le risque de cancer du sein de 3,3 % par tranche de cinq ans dans une équipe de nuit. « Les résultats de cette étude suggèrent la nécessité de programmes de protection de la santé des femmes travaillant de nuit, avec des examens médicaux réguliers », estiment les chercheurs.

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES

19 - Cafémiste : Corps et société : Sois belle et tais toi » s'est il mué en « Sois libre et tais toi ? - Valence - 12 janvier

Echanges à partir de nos vécus au quotidien

Café associatif et culturel « Le Cause Toujours », 8 rue Gaston Rey à Valence

Contact Association des Cafémistes 26/07 : 06 25 32 39 05

20 - Fête en solidarité avec les lesbiennes réfugiées - Toulouse - 13 janvier

Vidéos, mini-restauration, guinche. Soirée à l'initiative de la commission Solidarité des Estivalières du Pouy, avec la complicité des amies lesbiennes Les Estivalières, Bagdam Espace

lesbien, La Luna loca, Folles Saisons et Alda.

C'est à Folles Saisons, 197, route de Saint-Simon. Entrée solidaire : 3 € minimum

21 - Projection de « Girasoles de Nicaragua » de Florence Jaugey - 18 janvier Paris - Centre Simone de Beauvoir

Au Nicaragua, dix-huit travailleuses sexuelles ont été nommées, médiatrices judiciaires par la Cour suprême et contribuent à résoudre les conflits qui se présentent dans leur milieu, mais aussi dans d'autres secteurs de la société. Pour la première fois dans le monde, les travailleuses du sexe ont accès à cette fonction. Le film suit ces femmes au cours de leurs médiations et les accompagne dans la lutte et les actions qu'elles mènent pour la reconnaissance et la régulation du travail sexuel autonome.

Jeudi 18 janvier 2018 à 20h - Cinéma Le Luminor- Hôtel de Ville à Paris en présence de Florence Jaugey.

22 - Prochain Cafémiste au Cause Toujours - 2 février - Valence

Présentation-débat du livre "La domination adulte - l'oppression des mineurs". En présence de l'auteur Yves Bonnardel. Analyse des statuts de mineur et majeur, l'évolution de la famille depuis l'époque romaine, les dominations qui fondent notre monde...Un plaidoyer pour l'égalité...

Extraits avant-propos de Christine Delphy : « ...Eh bien, on parle en effet d'une domination, et même d'une appropriation de la partie jeune de la population, par la population adulte... Revenons en arrière. La familia romaine, ce n'était pas notre famille contemporaine, mais celle-ci est l'héritière de celle-là...Que reste-t-il dans la famille actuelle de cette familia ? Il reste que les femmes ont mis des siècles - et des luttes - à récupérer leur force de travail pour elles-mêmes, à pouvoir la vendre et être rémunérées. Et jusqu'en 1907 elles ne pouvaient pas garder pour elles cette rémunération (en France). Jusqu'en 1965, un mari pouvait s'opposer à ce que sa femme travaille « au dehors »... Et les enfants ? Jusqu'au XX^e siècle, les enfants, comme les femmes, comme les frères cadets et les sœurs célibataires vivant dans la famille, étaient une force de travail gratuite pour le chef de famille...»

Café associatif et culturel, le Cause Toujours, 8 rue Gaston Rey, accueil convivial et détendu...

CINÉMA, THÉÂTRE, LIVRES, TÉLÉ, EXPOS, SORTIES...

23 - Livre : « Manuel de grammaire non sexiste et inclusive, le masculin ne l'emporte pas » - Michaël Lessard, Suzanne Zaccour

Un tabouret et mille femmes sont pris en photo. : Eh oui, en français, le masculin l'emporte sur le féminin même lorsque des humaines côtoient des objets!

Cette logique tordue n'est pas intrinsèque à la langue française. Elle est le fruit d'une lutte menée aux 17^e et 18^e siècles contre le féminin - et contre les femmes - par les « autorités » linguistiques.

En effet, dans le passé, on accordait une phrase selon le genre du mot le plus proche (accord de proximité). Ainsi, des hommes et des femmes pouvaient se montrer généreuses.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui puisque le masculin, en tout temps, doit l'emporter. Le masculin a été décrété générique comme dans l'expression « droits de l'homme », caractéristique attribuée à la construction d'une langue, alors qu'en réalité l'usage en a été délibérément masculinisé.

Des mots comme autrice, professeuse, philosophe et capitaine ont été relégués aux

oubliettes, car les femmes n'étaient pas aptes à exercer de telles fonctions, seuls les hommes le pouvaient, prétendait-on. On a donc décrété que ces mots devaient disparaître, effaçant ainsi de notre histoire les femmes qui osaient penser, créer et agir. Depuis, on ne cesse d'inventer de nouveaux mots féminins, comme *auteure* et *professeure*, pour décrire la réalité telle qu'elle est au grand dam des cerbères des académies de la langue qui résistent à la féminisation de toutes leurs forces en déclin.

Comment écrire et parler de façon non sexiste? Michaël Lessard et Suzanne Zaccour proposent différentes façons de le faire, évaluant les avantages et les inconvénients de chacune d'elles. Leur livre n'impose pas de règles grammaticales. En fait, il est une invitation à apprendre, à désapprendre, à critiquer, à discuter et à oser se lancer à la recherche de la langue des femmes. C'est en cela que c'est un véritable manuel proposant à ce titre des exercices, des entraînements et des corrections.

Les lecteurs et les lectrices, les enseignant-es, celles et ceux qui rédigent textes et articles y trouveront matière à réfléchir à notre langue pour l'adapter aux évolutions sociales et à la nécessaire construction de l'égalité entre les femmes et les hommes, y compris dans les formes d'expression langagières.

Collection Nouvelles questions féministes - Editions Syllepse - Parution Février 2018

24 - Livre : Une traversée du Siècle, Marguerite Thibert, femme engagée et fonctionnaire internationale - Françoise Thébaud

Socialiste, pacifiste, féministe et très active sur le plan professionnel, Marguerite Thibert (1886-1982) a traversé une bonne part du xx^e siècle. Docteure ès lettres en 1926, elle devient fonctionnaire au Bureau international du travail, en charge du travail des femmes et des enfants, puis experte envoyée en mission dans les pays émergents, avant d'être en France une figure centrale du Comité du travail féminin.

Françoise Thébaud adopte, pour raconter la vie de cette femme exceptionnelle, une démarche originale: elle propose une biographie impersonnelle et collective, qui aborde des pistes multiples. Avec Marguerite Thibert, nous comprenons l'histoire des communautés scientifiques de l'après-Grande Guerre et de la première génération de femmes diplômées, celle des organisations internationales, de leurs politiques de genre et de leurs programmes d'assistance technique après 1945, celle des féminismes dans leurs dimensions nationales et internationales, celle des configurations successives des socialismes et des pacifismes, celle des mutations sociales et politiques de la France d'après 1945, celle enfin du monde global, dont la protagoniste se sentait solidaire. Un parcours et un ouvrage fascinants à tous égards.

Editions Belin dans la Collection Histoire - 704 pages - 26 euros

25 - Livre : Marie et Bronia, le pacte des sœurs - Natacha Henry

Marie Curie et Bronia Dluska seraient-elles entrées dans l'histoire si elles n'avaient pas été sœurs ? Varsovie, fin du XIX^e siècle. Marie et Bronia, deux sœurs vivant dans une Pologne asservie par la Russie, n'ont qu'une obsession : aller à l'université. Marie rêve de devenir chimiste, et Bronia, médecin. Malheureusement, l'occupant russe interdit aux femmes de faire des études. C'est compter sans l'esprit de rébellion des deux jeunes filles... Un soir d'automne, à la lueur d'une lampe à pétrole, les deux sœurs décident de sceller un pacte incroyable, qui les mènera jusqu'aux portes de la Sorbonne, à Paris...